

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde

**Face à la brutalité
de l'offensive
antisociale et réactionnaire**



**LUTTONS ENSEMBLE POUR
UN MONDE MEILLEUR !**

COLLECTIF DE BASSENS

Contestons leur société !

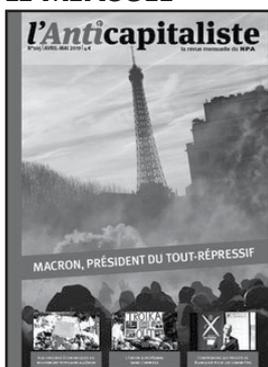
Lisez la presse anticapitaliste

Abonnez-vous

L'HEBDO



LE MENSUEL



à

L'Anticapitaliste

Notre presse n'est financée par aucune publicité et nos moyens financiers sont très limités...

C'est pourquoi le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Voir les tarifs ci-dessous.

Abonnez-vous,
abonnez vos amis !

L'Anticapitaliste

Pour découvrir
notre presse, profitez de
notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS
D'HEBDO

ainsi qu'un numéro cadeau
de notre revue mensuelle

Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom : _____ Prénom : _____

Apt, Esc, Bat : _____

N° : _____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo L'Anticapitaliste	28 €	56 €
L'hebdo et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

Abonnez-vous

ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511 - ISSN : 2430-4867

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX
07 83 64 43 49

Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau
23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : _____ Prénom : _____ E-mail : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

SOMMAIRE

Edito p.3

Discussions militantes p.4

- 5 octobre, malgré la routine des directions syndicales, la colère s'exprime
- Collectif de Bassens : « tout augmente sauf les salaires, on en parle quand, Macron ? »
- Congrès de l'UL CGT de la Presqu'île

Nos vies, pas leurs profits p.5-6

- Magna-Powertrain Blanquefort : la direction n'a aucune solution !
- A la Poste...
- Dans la santé : Drôles de façons d'attirer du personnel !
- ArianeGroup supprime 600 postes sur 7000
- Way4space, les collectivités locales au secours de l'industrie spatiale
- Témoignage : boulangerie «artisanale» esclavagiste

Education p.7

- Interview d'une AESH à l'EREA d'Eysines
- Une école devenue cluster

Logement p.8-11

- Pas de logement pour tous ? délogeons les bourgeois !
- A propos d'une rencontre avec le maire de Bordeaux
- Les élus de la Métropole votent la destruction de 465 logements sociaux à Pessac
- VEFA-HLM, avant tout pour les promoteurs privés
- Squats et bidonvilles, intervention de C. Héraud
- Gens du voyage, des conditions indignes
- Extraits du bulletin Révolution sociale

Leur société p.12

- Cenon, des papiers pour la famille Kaya
- Une dernière pour Georges ?
- Milliardaires obligés de s'évader fiscalement, Rousset aide et assume

NPA 33 p.13-15

- Laïcité, religions, lutte des classes et émancipation
- Une campagne pour faire entendre notre révolte, défendre la perspective d'un mouvement social profond
- 6 heures du NPA33, « pour débattre de nos luttes et d'un autre monde »

A voir p.16

- « Debout les femmes ! » de F. Ruffin
- Dernières vidéos d'actu du NPA33

Face à la brutalité de l'offensive réactionnaire et antisociale, Contestons leur société !

La prétendue « indemnité inflation » de Castex et Macron est une provocation. Une aumône de 100 euros pour ceux qui gagnent moins de 2000 euros par mois pour solde de tous comptes ? Et cela alors que l'inflation s'emballe, que les dépenses incompressibles ne cessent d'augmenter, que les salaires et les retraites sont « gelés » depuis des années et que les indemnités chômage viennent de diminuer de 17 % en moyenne avec la réforme Borne.

100 euros : le prix du mépris de ceux qui s'inquiètent de voir la colère grandir, les grèves se multiplier, les gilets jaunes réapparaître sur les ronds-points mais refusent d'augmenter le smic au-delà de l'obligation légale, bloquent le point d'indice des 5,5 millions de fonctionnaires, 1 salarié sur 5, exerçant une pression sur tous les salaires.

Macron a engagé sa campagne pour sa réélection : son programme, c'est l'accentuation de l'offensive contre les classes populaires et les travailleurs. Son soi-disant « plan de relance », *France 2030*, est un cadeau supplémentaire de 30 milliards pour les patrons. Quant à Edouard Philippe, il veut nous préparer à la retraite à 67 ans.

La surenchère réactionnaire...

C'est toute la campagne qui est marquée par cette offensive anti ouvrière et réactionnaire au service du patronat. La crise sans fin du capitalisme et l'impossibilité d'en sortir les conduit à une fuite en avant. Pour sauver les profits, ils appauvrissent la société et poursuivent la destruction de l'environnement, entraînant toute la société dans la faillite.

Et c'est bien le rôle des Zemmour et consorts, propulsés par les riches, d'aggraver le chaos à coups de provocations racistes, sexistes, et antisociales... pour en faire leur propre beurre. Darmanin, chargé par Macron d'occuper ce terrain pour ne pas laisser le leadership du bloc réactionnaire à d'autres, attaque notre camarade Philippe Poutou, qui n'a fait que dire l'évidence sur la police. Ils usent de tous les moyens, démagogie sécuritaire, violences policières, racisme, pour impressionner le monde du travail, le diviser, le faire taire.

... ne fait pas taire la contestation

Cette politique pourrait bien se retourner contre eux. Elle n'empêche ni les colères, ni les solidarités de grandir. Le 25 octobre, les salariés de Transdev engageaient leur huitième semaine de grève pour les salaires et les conditions de travail. En Martinique et en Guadeloupe, les soignants entrent en lutte. Dans des boîtes isolées, parfois petites, des luttes reprennent. La dispersion, le chômage partiel, les plans de licenciements, les réorganisations du travail, et aussi l'absence de plan de bataille des directions syndicales, pèsent et sont autant d'obstacles pour construire leur convergence. Mais une conscience commune subversive grandit, contre ce système, pour répondre à la guerre des capitalistes pour leurs profits.



Lui répondre passe par la perspective d'un mouvement d'ensemble pour les salaires, une lutte politique contre le recul de toute la société, en imposant de prendre sur la part des patrons. Elle pose la question du contrôle des travailleurs sur l'économie et la société, la perspective d'un

autre pouvoir, d'une autre société, socialiste, communiste.

C'est ce qu'espèrent pouvoir porter dans ces élections trois candidats révolutionnaires, notre camarade Philippe Poutou, candidat du NPA, Nathalie Arthaud pour Lutte ouvrière et Anasse Kazib pour Révolution permanente. L'ensemble des militants de nos organisations allons ainsi porter largement dans la campagne la nécessité pour les travailleurs, les classes populaires, la jeunesse d'unir nos forces.

Nous ne pourrions le faire sans militer pour une autre unité, celle de l'ensemble des militants révolutionnaires, qu'ils soient membres d'une de nos trois organisations ou d'organisations libertaires ou encore non organisés... Parce que nous avons besoin de débattre ensemble de la période, des possibilités nouvelles qu'elle ouvre aux exploités, de l'actualité de la révolution. Il y a urgence à se regrouper pour armer ensemble les colères et les luttes d'une conscience de classe pour construire la perspective de changer le monde.

5 octobre, malgré la routine des directions syndicales, la colère s'exprime

Le 5 octobre, les syndicats ont annoncé 4000 personnes à la manifestation. Sans surprise, la mobilisation n'a pas été massive, mais l'état d'esprit est loin d'être à la démoralisation.

Parmi les militants, beaucoup en ont ras-le-bol de ces journées sans lendemain ni plan de bataille. A l'AG de rentrée de l'UD CGT début septembre, nous étions seulement une trentaine dont très peu de camarades du privé. Plusieurs militants ont critiqué cette absence de volonté de construire une réelle lutte d'ensemble, avec cette succession de journées d'action au mois de septembre, sans lien avec le 5 octobre.

Cette routine est d'autant plus pesante que la plupart des directions syndicales passe sous silence la question du pass sanitaire dans l'appel national... Pas question de gêner Macron dans sa politique de police sanitaire ! Localement, sous la pression de militants, l'appel intersyndical girondin exigeait le retrait de la loi du 5 août.

Malgré la paralysie des directions syndicales, l'actualité des augmentations de prix, les attaques sur les retraites et l'assurance-chômage ont donné un contenu particulier à cette journée. Elle a été l'occasion de discuter des salaires à la traîne depuis des années, de la flambée des prix, de la réforme de l'assurance chômage qui frappe de très nombreux privés d'emploi et nos collègues intérimaires... Face au « monde de demain » que préparent les classes dominantes et leurs serveurs de tout poil, ces journées d'action bien compatibles avec le « dialogue social » font vraiment partie du « monde d'hier »...



Laurent Delage

Collectif de Bassens : « tout augmente sauf les salaires, on en parle quand, Macron ? »

Plusieurs camarades du collectif de Bassens regroupant Gilets jaunes et syndicalistes, étaient présents à la manifestation du 5 octobre. Le soir même, nous avons prévu une AG pour discuter de la suite.

Les camarades faisaient le constat d'une manifestation sans perspectives de lutte de la part des directions syndicales, tout en mesurant que cette journée remettait à l'ordre du jour l'urgence de la question sociale face aux augmentations en cascade, aux licenciements, etc.

Alors que l'activité du collectif s'était beaucoup centrée contre le pass sanitaire depuis le mois de juillet, cela a ouvert une discussion sur l'offensive globale

de Macron, comment il a utilisé le pass sanitaire pour passer à l'attaque sur la réforme de l'assurance-chômage, contre les retraites, etc.

Nous avons discuté de la flambée des prix de l'électricité, du gaz, de l'alimentation... Elle n'est ni « passagère » ni due à de mauvaises récoltes ou une météo pourrie. Elle vient des capitalistes qui spéculent à tour de bras. Dans les discussions, les camarades posent la question de la démocratie à imposer face à Macron. Cette « démocratie directe » signifie contrôler nous-mêmes dans les entreprises, les quartiers, à commencer par les prix, en exigeant une échelle mobile des salaires.

Du coup, le collectif a décidé de revenir aux manifestations du samedi avec la banderole « non au pass licenciements » et des pancartes pour dénoncer les augmentations, les salaires bloqués, l'explosion de la pauvreté... Une agitation à la base que le collectif compte mener largement.

L. D.

Discussions au congrès de l'UL CGT de la Presqu'île

Du 30 septembre au 1er octobre s'est tenu à Lormont et Bassens ce congrès reporté deux fois depuis 2 ans à cause du covid. Nous étions 24, pour la moitié actifs des industries de la chimie, la construction, l'alimentaire, de l'enseignement ainsi que des salariées de la Clinique Rive droite qui avaient mené une grève de 22 jours en juin (voir Anticapitalistes N°104), et une nouvelle militante chômeuse Gilet jaune de la première heure...

Du tableau de la situation ressortaient les profits d'une poignée de grandes fortunes servie par l'Etat avec des aides comme le CICE parallèlement à l'appauvrissement de beaucoup de travailleurs, l'accroissement de la répression, et face à cela, la

nécessité d'être offensifs. Dans le débat, des militants sont revenus sur le rôle de la gauche dans cette situation, ont critiqué l'absence de la Confédération dans le mouvement des Gilets jaunes et contre le pass sanitaire. Les plus gênés par la discussion voulaient la recentrer sur la CGT et son utilité... en vain. Le besoin de discuter du contexte difficile et de ses possibilités était plus fort.

La principale discussion a été initiée par une camarade de la clinique qui se demandait à quoi servaient ces discussions politiques sur la période alors qu'il fallait être utile à ceux qui nous faisaient confiance au travail et nous avaient élus pour être sur le terrain. Cela a été l'occasion de

revenir sur la nécessité de comprendre ce qui se passe autour de nous pour mesurer le rapport de forces, pas seulement dans son entreprise mais dans la société, de se faire un avis collectif sur comment reprendre l'offensive comme le font tous les patrons qui se concertent pour mieux nous exploiter.

Finalement, nous sommes sortis de ce congrès revigorés, des camarades parmi les nouveaux sont venus ensuite en formation syndicale et des liens se sont construits. Un nouveau bureau et une commission exécutive renouvelée ont été élus. A suivre !

Mónica

Magna-Powertrain Blanquefort

La direction n'a aucune solution !

À l'usine, les périodes de chômage partiel se multiplient pour les six prochains mois. Le travail reste particulièrement pénible, avec une année noire pour la sécurité et les accidents de travail. La crise de production pèse sur les consciences et s'ajoute à la crise sanitaire.

La direction locale répercute sur nous la crise globale de l'automobile, amplifiée par la raréfaction des semi-conducteurs indispensables pour les véhicules dernier cri. Du coup, les délais pour obtenir une voiture s'allongent, et ici, les stocks augmentent : plusieurs dizaines de milliers de transmissions. Sans aucune visibilité sur les commandes de son seul donneur d'ordre, Ford, Magna est incapable de fixer un volume journalier stable de production.

L'inquiétude grandit pour l'avenir. D'autant que la seule chose que Magna protège, c'est l'avenir de ses profits, alors qu'il met aussi des salariés au chômage en Allemagne et en Slovaquie.

Ici, Magna a fait le choix d'arrêter toute la chaîne de produits. La direction locale avait négocié un APLD (accord Activité partielle de longue durée, rémunérée à 84 %) avec les syndicats, à l'exception de la CGT qui revendiquait de la part de Magna le paiement de 100 % du salaire.



La direction espérait profiter des aides financières de l'Etat, mais nous venons d'apprendre que la direction départementale du travail invalide pour l'instant l'APLD, par manque de formations qualifiantes et de perspectives économiques. On ne touchera plus que 60 % du salaire brut pendant le chômage partiel.

La colère a commencé à s'exprimer. Nous avons envahi les locaux de la direction le

27 septembre à un peu plus de 150 pour faire entendre notre mécontentement, dire que nous voulons des solutions claires pour l'avenir de nos emplois et que nous ne voulons pas de perte de salaire. Nous n'avons pas à payer leur crise.

Ce jeudi 21 octobre, lors de la réunion de l'ensemble du personnel, nous apprenions par les sources syndicales que le refus provisoire sur l'APLD est émis par les autorités. La direction, quant à elle, a présenté des chiffres pour deux vagues projets de production, sans aucune garantie. Affaire à suivre...

De notre côté, il est clair qu'il n'y a que notre mobilisation qui peut imposer que nos patrons ne nous fassent pas payer leur crise. C'est notre meilleure « arme » pour défendre un avenir pour nos emplois et nos salaires. Cela passera sans aucun doute par la lutte, pour nos vies contre leurs profits.

Correspondants

A la Poste

Où est passée la médecine du travail ?

Depuis de longs mois il n'y a plus de médecin du travail à la Plateforme Industrielle Colis. Les collègues qui en ont besoin sont renvoyés à la médecine du travail du département pour La Poste, qui est bien sûr totalement débordée.

Pourtant lorsqu'un arrêt dépasse plusieurs semaines, on est censé être obligé de voir un médecin du travail, chargé notamment de vérifier si on est toujours apte à tous les chantiers.

Le paradoxe ne les étouffe pas car dans le même temps, on nous parle sans cesse de santé et de sécurité au travail, bien souvent pour nous laisser entendre que c'est parce qu'on fait mal les gestes de manutention qu'on se blesse. Et si la direction commençait par balayer devant sa porte ?

Deux poids deux mesures

La santé des postiers inquiète pourtant la direction. Si si, la preuve : celle-ci fait tout pour nous protéger du Covid ! A sa manière bien sûr. Car pour assurer notre bien-être, la direction a la main lourde pour tout ce qui concerne les oublis de port du masque et le « *non-respect des distanciations* »... en particulier quand ça concerne des collègues qui ne sont pas en vue auprès des chefs. Les avertissements sont vite sortis de la poche.

Si certains chefs sont devenus des passionnés du port du masque, on est en droit de se demander : est-ce qu'ils surveillent avec autant de zèle les distanciations de la direction lors de ses « comités de directions » ?

Dans la santé

Drôles de façons d'attirer du personnel !

Sur le Groupe de santé GBNA (groupe Bordeaux Nord) il manque du personnel comme partout. La direction ne manque pas d'imagination pour tenter d'attirer de nouveaux soignants : des primes de cooptation pour nous encourager à « recruter » (1000 € pour une infirmière et 800 € pour une aide-soignante si elles restent au moins un an). Une nouveauté : des vidéos, comme à la clinique Rive Droite, avec par exemple des salariés des urgences qui parlent de leur choix de travailler dans la santé, de prendre soin des autres.

Ça fait plutôt envie : sauf que les « acteurs de la vidéo » ont semblé-t-il depuis quitté la clinique. Faut dire qu'après 22 jours de grève, en juin dernier, déclenchée par les salariés de ce service, la donne a changé...

Non seulement avec la pandémie les conditions de travail se sont dégradées, mais le mépris affiché par la direction face aux exigences légitimes des grévistes en a écoeuré plus d'un.

Pas suffisant de recruter ! Encore faut-il être capable de garder le personnel... avec des salaires décents et du personnel en nombre. En contradiction avec la course aux profits des actionnaires !

Isabelle Larroquet

ArianeGroup va supprimer 600 postes sur 7000

La direction du constructeur de fusées et de missiles a annoncé la suppression de 600 postes en France et en Allemagne. La moitié des effectifs d'ArianeGroup en France sont basés en Gironde : 3500 emplois entre les 3 sites du Haillan et celui de St Médard en Jalles.

Contre ces menaces, près de 150 salariés ont participé au débrayage d'une heure appelé par la CGT d'ArianeGroup du Haillan, jeudi 21 octobre, « pour défendre une autre politique sociale et industrielle ».

Ce plan s'inscrit dans une diminution massive des effectifs de 28 %, 2500 emplois, pour la période 2021-2025. Il fait suite aussi à l'APLD dans le groupe. Avec ce dispositif de chômage partiel de longue durée, les entreprises encaissent l'argent de l'Etat pour conserver le personnel à moindre frais. Là, il avait été couplé à un plan de départs volontaires !!! Autrement dit, la recette pour dégraisser en encaissant l'argent public. La CGT dénonce qu'avec « chaque départ non remplacé, chaque poste supprimé induit pertes de compétence et répartition de charges sur les collègues ».

Le groupe européen né il y a 5 ans de la fusion entre Safran et Airbus est concurrencé par l'américain Space X. Les perspectives pour Ariane 6 avaient été estimées en 2014 à 11 vols par an, le groupe espère qu'il y en aura 7 : 30 % de moins.

Les Etats français et allemand qui portent le secteur spatial et militaire par leurs commandes, ont annoncé qu'ils apporteront au groupe 140 millions d'euros par an

pour maintenir le programme Ariane 6... mais pas question pour eux de s'opposer aux suppressions d'emplois.

Correspondante



Way4space, les collectivités locales au secours de l'industrie spatiale

Jeudi 14 octobre avait lieu à Saint-Médard-en-Jalles l'inauguration des locaux de la société Way4Space, « un centre d'inspiration et d'innovation pour inventer et développer le savoir, les technologies et les usages spatiaux de demain ». Cette structure, censée aider l'industrie spatiale à « identifier les projets dans lesquels investir », a été créée à l'initiative de la région Nouvelle Aquitaine, de Bordeaux Métropole et de la ville de St Médard, qui ont été rejointes par ArianeGroup, Thalès et Dassault aviation, d'autres partenaires venant de l'université.

Il est vrai que le secteur du spatial est en pleine mutation, et qu'ArianeGroup a pris prétexte de la perte de compétitivité de ses fusées face, entre autres, aux lanceurs réutilisables de SpaceX, pour supprimer 600 postes en France et en Allemagne, dont 250 sur les sites de St Médard et du Haillan. Cela alors qu'elle a réalisé 2,5 milliards de chiffre d'affaires en 2020 et que ses deux seuls actionnaires, Airbus et Safran, abreuvés du « quoi qu'il en coûte » de Macron, ont largement les moyens d'absorber la perte de rentabilité sans licencier quiconque, tout en finançant la recherche.

Mais comment refuser la générosité des décideurs locaux qui vont abonder pour moitié le budget de fonctionnement de la structure qui devrait atteindre 4 millions d'euros par an ?

D.M.

Témoignage :

Boulangerie « artisanale » esclavagiste

J'ai eu besoin de travailler dans ce magasin de la Rive droite de Bordeaux en mai 2020, en plein confinement, au départ pour 35 heures par semaine en vue d'un CDI avec une équipe de 3 personnes, week-ends et jours fériés inclus. Je n'ai durant 15 jours pas signé de contrat. Notre roulement nous était donné d'une semaine pour l'autre, du dimanche pour le lundi. Il y avait un turn-over impressionnant du personnel avec des arrêts maladie, des licenciements, tous pour faute lourde...

Par la suite, j'ai vu que la responsable faisait toujours entre 47 et 52 heures par

semaine. Obligée aussi de faire des heures sup, une ancienne salariée m'a prévenu qu'elles ne me seraient plus payées au bout de 2 mois, ce qui fut le cas. Je découvris alors qu'il manquait 29 heures sur ma fiche de paie !

L'hygiène était déplorable. Des rats entraient dans la vitrine réfrigérée, sur les balancelles, rongeaient les fils électriques. Lorsque je dénonçais au patron toutes ces aberrations, il répondait qu'il faisait ce qu'il voulait. Dès que j'ai dénoncé les heures sup non payées, il m'a licencié sur le champ. J'ai dû exiger un rendez-vous et une lettre de licenciement que j'ai décou-

vert être pour faute grave... par rapport à l'hygiène !

Je ne me suis pas laissé faire. Je suis allé à ce rendez-vous avec un conseiller du salarié. Le patron nous a reçus devant le magasin, lui a demandé ses papiers ! Nous lui avons rappelé que le Code du Travail interdisait de faire plus de 42 heures pendant plus de 12 semaines sans autorisation de l'Inspection du Travail, que je devais être en CDI et qu'il ne pouvait pas traiter et disposer de ses salariés comme il le faisait. L'affaire suit son cours aux Prud'hommes.

Un-e salarié-e parmi tant d'autres

Interview de Marine Schnegg

AESH à l'EREA d'Eysines, animatrice départementale et nationale du collectif AESH de la CGT Educ'action

Il y a environ 125 000 AESH dans le pays avec un salaire moyen de 750 €. La grève du 19 octobre a été marquée par près de 80 rassemblements et manifestations, et plus de 3000 personnes devant le ministère à Paris.

Cette 4ème journée de grève des AESH cette année a été plutôt bien suivie ?

Marine : Il y a une montée en puissance. Sur Bordeaux, on n'a jamais été autant, environ 150 devant le rectorat. Il ne faut pas oublier qu'on est des précaires, du coup c'est très significatif. On commence à relever la tête. La CDIisation de plus en plus importante permet aussi à davantage de collègues de s'emparer des combats. On avait fait de petites caisses de grève pour aider, et souvent, les AESH sont venu.es en groupe, pour se donner du courage. Mais c'est un métier avec plein de situations disparates, selon les statuts, en primaire ou en ULIS*, mutualisées, collectives ou individuelles, en ville ou à la campagne... Les préoccupations sont donc diverses et nombreuses. Médiatiquement, on est de plus en plus relayé.es par des articles, des reportages. On commence à devenir visible parce que ce qu'on vit est tellement scandaleux que la presse s'en empare un peu. La mobilisation grandit aussi à cause de la dégradation des conditions de travail avec la mise en place des PIAL**. Ce dispositif est tellement violent et maltraitant pour la plupart des collègues, que ça amène à se demander comment se défendre ? On se rend vite compte que ce n'est pas tout.e seul.e qu'on pourra y arriver. C'est forcément en se mettant en groupe et en construisant des revendications communes.

Dans les revendications, il y a l'exigence d'en finir avec les PIAL et avec le statut précaire...

Marine : Les PIAL, c'est l'outil du chiffre et du mensonge, c'est de l'inclusion low cost : on affiche que tant d'enfants sont inclus, sans aucun souci qualitatif. On fait croire aux parents que l'enfant est accompagné alors que dans les faits, les heures ont été diminuées, mutualisées, saupoudrées. Par ailleurs on démantèle l'enseignement adapté et spécialisé. Certaines AESH arrivent ainsi dans des classes surchargées, auprès d'un ou plusieurs élèves très difficiles, sans formation, parfois sans jamais avoir travaillé avec un enfant handicapé, ni avec un enseignant. Et dans cette chaîne catastrophique, elles et ils sont le dernier maillon. Cela génère des situations de danger, de souffrance, pour l'enfant handicapé, comme pour sa classe ou la communauté éducative.

D'autant plus qu'avec les PIAL, c'est aussi toute une hiérarchie intermédiaire qui a été mise en place. Le DRH du rectorat parle de proximité... mais c'est souvent le règne des petit.es chef.fes maltraitant.es.

Pour les AESH, majoritairement des femmes, la situation de



cette rentrée est si brutale que les démissions se multiplient. Il y a aussi le cercle vicieux souffrance, dépression, arrêt maladie qui conduit aux licenciements pour inaptitude.

Quelles sont les perspectives de la lutte ?

Marine : On prépare une montée sur Paris d'ici juin pour arracher au ministère un vrai statut de fonctionnaire et des salaires dignes. On a encore un très gros travail à faire pour entraîner et convaincre les profs. Les PIAL sont peut être expérimentés sur nous avant d'être généralisés... Nous avons toujours intérêt à nous mobiliser ensemble.

Propos recueillis par François Minvielle

*ULIS : unité localisée pour l'inclusion scolaire, des classes du secondaire qui accueillent ces enfants pendant une partie de leur emploi du temps.

** PIAL : pôles inclusifs d'accompagnement localisés, une nouvelle organisation par territoire des AESH visant à « optimiser » les accompagnements.

Une école devenue cluster

Le 17 septembre, un premier cas d'élève positif a été signalé à l'école privée Saint Gabriel comprenant 17 classes et 500 élèves de maternelle et élémentaire à Bordeaux.

Entre le 17 septembre et le 4 octobre, 15 classes sur 17 ont été fermées dont 3 ont réouvert puis ont été refermées (soit 18 fermetures de 7 jours). 42 enfants, 4 enseignants et 2 ATSEM ont été atteints du covid. L'ARS a finalement décidé la fermeture par arrêté de l'école du 7 au 14 octobre.

Cette école a comme beaucoup d'autres des classes surchargées, jusqu'à 30 élèves pour certaines, tant en maternelle qu'en élémentaire. Alors que des récréations séparées ont été mises en place pour éviter trop de contacts entre élèves, plus de 50 enfants se retrouvent mélangés dans 40 m² à la garderie du soir ... Des conditions qui ont pu faciliter la propagation du virus.

Une situation qui confirme qu'il faut des moyens en personnels pour permettre des dédoublements, et en locaux, pour mettre en place une vraie distanciation dans les écoles.

Correspondance

Pas de logement pour tous ? Délogeons les bourgeois !

Le weekend du 24 et 25 septembre se tenait aux allées de Tour-Lny à Bordeaux le Salon du logement neuf et une semaine plus tard, toujours à Bordeaux, le 81ème congrès HLM de l'Union Sociale pour l'Habitat. Une petite élite en costard-cravate a pris quelques jours dans son agenda pour s'inquiéter d'une question qui pour la plupart des gens est une inquiétude permanente : le logement. Même le premier ministre Castex a fait l'effort de se déplacer pour « sortir le chéquier » (*La Tribune*, 2/10/21)... à croire qu'il s'agit de son argent.

La « crise » du logement en France dans les métropoles « ten-

dues », dont Bordeaux, n'est pas nouvelle. À chaque rentrée de septembre on parle des difficultés des étudiants sans logement. Sans parler des près de 300 000 personnes SDF, et de 3 millions de mal-logés (Fondation Abbé Pierre, 2020). En effet, se loger représente en moyenne un 1/4 des dépenses d'un ménage et plus de 40% pour les revenus plus faibles. Pourtant, on compte actuellement en France plus de 3 millions de logements vides, et des millions de m² de bureaux inoccupés.

En même temps, on voit de grands fonds d'investissement s'acaparier de tout. En 2020 ils ont dépensé jusqu'à 5,5 milliards en actifs d'habitation, dont des résidences étudiantes et seniors. Le fonds américain Blackrock détient près de 27,3 milliards à lui seul en France ! De plus, cela fait des années que la construction de logements sociaux est en baisse : 124 000 agréments en 2016, 113 000 en 2017, 109 000 en 2018, 105 000 en 2019 et 87 500 en 2020. À Bordeaux, la mairie dit « hériter » d'un parc

de logement social de seulement 18% et avoir pour objectif « d'approcher les 25% », tout en souhaitant « sortir du tout béton ». Personne dans ces salons ne semble prendre la mesure de la situation. Ils ne proposent que des solutions au mieux caduques, et qui ne règlent rien pour notre classe. Les uns veulent bétonner ce qu'il reste de nos villes, défiscaliser ici et là pour inciter les propriétaires à mettre en location, ou continuer à subventionner les

renovations sans condition. Les autres veulent créer un label « bâtiment frugal » pour des constructions plus « vertes », alors que l'encadrement des



loyers (bien peu contraignant) sera une expérimentation. Ces mesures ne sont en fin de compte que des petits pansements pour réduire les effets d'un problème beaucoup plus fondamental : le marché est incapable de subvenir aux besoins de la population et on aura du mal à le résoudre sans s'attaquer au principe fondamental de la propriété privée.

L'enjeu du logement traverse les frontières, et les mobilisations aussi. Le referendum pour l'expropriation de logements à Berlin, le mouvement contre les expulsions et le syndicat de locataires catalan dans l'État espagnol ou les actions d'organisations au Pays Basque nord, dont une grande manifestation à Bayonne le 20 novembre sous le slogan « Vivre et se loger au pays. Non à la spéculation » nous montrent le chemin des luttes pour reprendre cette affaire par nous-mêmes.

Luis

Logement : à propos d'une rencontre avec le maire de Bordeaux

À l'initiative d'AC ! Gironde, plusieurs organisations dont le NPA33, avaient demandé en avril dernier une rencontre au maire de Bordeaux qui a finalement reçu une délégation le 20 septembre dernier, composée de militant.es d'AC !.

Comme le rappellent Joëlle Moreau et Hélène Paulais qui en faisaient partie, « le but était de discuter sur la mise en place de la loi de réquisition des logements vides dans cette ville face à une explosion de demandes de logements sociaux non satisfaites, de mal logement et d'expulsion des squats ».

Le maire a rapidement dérogé en touche concernant la loi de réquisition, expli-

quant qu'elle « est d'application exclusive du pouvoir de l'Etat et donc de la Préfecture. Il nous dira que comme il est avocat, il connaît parfaitement le sujet » (1)...

Manque de logements disponibles, loyers impossibles...

La rencontre a au moins permis de faire entendre les exigences des plus démunis et de faire un état des lieux du logement à Bordeaux. Les chiffres officiels apportés par le maire et ses services donnent à eux seuls une idée de la gravité de la situation pour une part croissante de la population alors même que « 10 600 logements sont vacants dont 3 000 le sont depuis plus de 3 ans ».

Dans le même temps des milliers de personnes sont sans domicile et les demandes de logement social explosent : « sur 52 000 demandes sur le département de la Gironde, 5 000 sont effectivement satisfaites ». « Il y a seulement 18 % de logement social sur la ville. [...] Il faut donc construire 9 000 à 10 000 logements d'ici 6 ans à Bordeaux pour atteindre les 25 % ».

Le prix des loyers dans le parc privé rend la ville inaccessible à la majorité. Le maire informe « qu'une expérimentation d'encadrement des loyers va se mettre en place [mais il faudrait] que ce soit les locataires qui dénoncent leur propriétaire à la préfec-

ture afin que le préfet se saisisse du problème de loyer trop élevé. [...] Par contre rien de précis à ce jour n'est dit sur les modalités concrètes de mise en œuvre à Bordeaux ».

Des milliers de sans abris à l'entrée de l'hiver

La délégation a demandé l'arrêt des expulsions de squats sur Bordeaux. « En rappelant au maire que 7,3 % de la population bordelaise est au chômage, soit 20 314 personnes touchées par la précarité en 2020. Que sur ce chiffre, 3 000 à 4 000 personnes sont sans domicile fixe et que la préfecture continue les expulsions de familles hors période hivernale. Nous en profitons pour parler des migrants et des jeunes migrants

qui sont actuellement en squat du Kabako. Squat qui est sous le coup d'une expulsion. Nous demandons officiellement qu'il n'y ait pas d'expulsion.

Le maire nous répond que dans la mesure du possible pour tout squat qui s'ouvre sur Bordeaux, à condition qu'il soit dans du bâti municipal, il n'y aura pas d'expulsion mais une conciliation à l'amiable serait recherchée. Et une convention d'occupation précaire et temporaire sera alors envisagée dans la limite du vouloir des occupants et de l'état du bâtiment squatté ». Quelques jours plus tard, les jeunes migrants du Kabako étaient effectivement expulsés du squat, plusieurs dizaines sont aujourd'hui à la rue.

Quant au dispositif hivernal, « à notre demande d'être réactif et d'ouvrir des gymnases rapidement en hiver afin de donner des moyens au 115 pour héberger rapidement plus de monde, la mairie botte en touche et nous renvoie à l'Etat et à la préfecture ».

Une rencontre qui ne peut que renforcer la conviction que le combat pour le logement décent de tous porte en lui la contestation de l'ensemble de l'organisation sociale et pose la question de qui la contrôle !

Isabelle Ufferte

(1) L'ensemble des citations sont extraites du compte-rendu rédigé par Joëlle et Hélène, publiées avec leur aimable accord.

Les élus de la Métropole votent la destruction de 465 logements sociaux à Pessac

Depuis des années, le maire de Pessac projette la destruction de tours du quartier Saige-Formanoir. Proches du centre-ville, les 1430 logements regroupés dans 8 tours de 18 étages et des bâtiments de 3 étages sont pour lui une verue inacceptable.

Mais il lui fallait l'aval -et les budgets- de la Métropole. C'est chose faite depuis le conseil métropolitain du 24 septembre.

L'Amicale des locataires de Saige-Formanoir y avait appelé à un rassemblement, une cinquantaine d'habitants du quartier et de militants étaient présents. Notre amicale se bat depuis des années contre ce projet. Manifestations, pétitions et même consultation des locataires ont été organisées : 240 votes pour le maintien et la rénovation complète de Formanoir, 26 pour le projet destructeur du maire.

Mais seuls les élus PCF ont voté contre et les 2 élus PS et EELV de Pessac. Quelques autres se sont abstenus, la majorité des élus métropolitains validant le projet du maire.

Donc, la messe est dite. Les travaux devraient débuter dès 2023 pour détruire 3 tours de 110 logements chacune et un bout de bâtiment, et transformer une quatrième en locaux mis à disposition d'entreprises (ne doutons pas que, pour



cette tour, la rénovation paraît-il impossible pour tout le quartier, se fera sans problème).

465 logements sociaux confortables (même si Domofrance et les différents maires ont laissé, depuis des dizaines d'années, les bâtiments et le quartier se dégrader) vont donc disparaître.

Où seront-nous relogés ? À quels prix et conditions ? Mystère. Ce qui est certain, c'est que peu de logements sociaux locaux seront construits en remplacement.

Et dans la même cité, dès qu'un logement locatif se libère dans les petits bâtiments qui entourent les tours, il est vendu au privé, diminuant d'autant le parc locatif. Les maires passent, la même politique continue : chasser les classes populaires des centres-villes.

Gérard Barthélémy

VEFA-HLM : un dispositif avant tout pour les promoteurs privés

Les VEFA-HLM (Vente en État Futur d'achèvement de logements sociaux) sont en vogue. Aux Conseils métropolitains de Bordeaux de septembre 2020 et 2021, il y en a eu 300 puis 386, votés par tous les élus sauf Philippe Poutou et le PC.

Très rare depuis 1967, ce dispositif a explosé avec la crise de 2008, encouragé par Sarkozy. Avantageux pour les promoteurs privés, il leur permet de vendre plus de logements sur plan à des organismes de logement social.

Le prix de revient du logement est réduit pour le promoteur avec une VEFA-HLM. Elle lui évite entre 6 et 8 mois d'attente des longues procédures des marchés publics imposées aux bailleurs et dont le dispositif VEFA-HLM est exempté.

Les VEFA HLM n'ont cessé d'augmenter de 2007 à 2017 pour atteindre 50 000 logements, soit plus de la moitié des logements sociaux construits. Surtout en région parisienne, ces VEFA devraient encore se multiplier, au moins 15 000 étant programmés par le plan de relance de Macron.

M. C.

Squats et bidonvilles dans la Métropole

Intervention de Christine Héraud, élue NPA, au Conseil municipal de Cenon du 4 octobre 2021

Le contrat de développement 2021-2023 de la Métropole, discuté dans tous les conseils municipaux, contient des propositions pour la « *résorption des squats et bidonvilles* ». La Métropole ne peut plus fermer les yeux sur ce fléau, troisième région de France concernée, avec 2000 personnes qui vivent dans 150 squats et bidonvilles, alors qu'elles étaient 800 en 2015. Près de 20 % des bidonvilles se situent sur des terrains ou bâtiments qui appartiennent à la Métropole.

Elle s'engage donc à mettre en œuvre des solutions d'hébergement, après avoir créé une « mission squat » en 2019, totalement inefficace puisque le nombre de squats ne cesse d'augmenter. Proposer aujourd'hui des solutions d'hébergement... l'affichage est alléchant surtout dans la situation actuelle où l'explosion de la pauvreté est en train de jeter à la rue des personnes et des familles qui ne peuvent plus faire face à un loyer, et à qui il ne reste plus comme lieu de vie que la rue, la voiture ou les squats. Sans compter les demandeurs d'asile que l'Etat a obligation de loger mais qu'il expulse ou laisse expulser comme on l'a vu avec les mineurs étrangers isolés du squat du Kabako



à Bordeaux ou les femmes de l'Eclaircie à Gradignan. L'expérimentation de quelques solutions d'hébergement, comme par exemple les quelques places à la nouvelle maison Emmanuelle-Ajon pour une poignée de mineurs étrangers, n'est que du saupoudrage et ne peut être une réponse aux besoins de logements corrects et à bas prix pour tous ceux qui occupent aujourd'hui des squats ou des logements vétustes ou insalubres.

J'ai terminé mon intervention au conseil municipal en dénonçant le scandale des 10 500 logements vacants à Bordeaux et autour des 23 000 dans la Métropole. La seule réponse est de s'organiser pour imposer la réquisition de ces logements vides et un vrai service public du logement, contrôlé par la population, qui s'oppose aux spéculations immobilières qui font les choux

gras des promoteurs immobiliers et gonflent les prix des loyers, un service public qui impose la construction en nombre de logements sociaux de qualité à bas prix, accessibles à touTEs.

C.H.

Gens du voyage : des conditions indignes

En Gironde, comme dans beaucoup de départements, les conditions d'accueil des Gens du voyage sont particulièrement choquantes. Le mépris des dirigeants pour ces populations est tel que dans son dernier rapport, la Défenseuse des droits décrit des « *discriminations systémiques* » sur l'accueil, le logement, l'accès à l'éducation et à la santé. Et cela encourage et aggrave les préjugés contre cette minorité qui est la plus victime de discrimination liée à son origine réelle ou supposée.

Les manquements de l'Etat et des collectivités territoriales

L'Etat reconnaît lui-même* qu'à peine 70% des besoins sont satisfaits en Gironde pour les aires d'accueil (peu d'emplacements pour des séjours assez longs).

Et pour la métropole, c'est pire encore : seulement 59 %. Sur les 508 emplacements qui auraient dû être construits selon le Schéma départemental de 2011, à peine 190 l'ont été, pour plus de 14 000 personnes présentes presque en permanence dans le département.

Quant aux aires de grand passage (très grandes aires pour des séjours courts), c'est pire : 58 % des besoins sont réalisés. Le même rapport de 2011 indiquait qu'il fallait construire 1130 emplacements, 440 ont été faits, tous sur les secteurs de Lesparre et Arcachon, mais aucun sur la métropole qui aurait dû construire 2 aires.

Pas étonnant alors que la métropole concentre le plus de stationnements illégitimes, notamment au moment des grands

passages, entre le printemps et septembre, mais qui tendent à durer toute l'année. Depuis 2009, un rassemblement religieux se tient en septembre, réunissant environ 2500 personnes avec 800 caravanes. Plus de 10 ans après, et malgré les concertations avec les représentants des Gens du voyage, l'Etat n'a rien fait, alors qu'il suffirait de trouver un terrain de 15 ha !

Un autre aspect de la responsabilité de l'Etat et des maires est de rendre très difficile la sédentarisation, alors que c'est l'aspiration de nombreux Gens du voyage. Du coup, certains se sédentarisent dans les aires d'accueil qui ne sont pas faites pour ça. D'autres achètent des terrains pour installer leurs caravanes, alors qu'ils sont non constructibles.

Quand des démagogues flattent les peurs

En accumulant retards et insuffisance, la Métropole a finalement bien été obligée de décider l'installation de nouvelles aires. Anziani, maire de Mérignac, a proposé la ville pour une aire de grand passage... en choisissant Beutre, un des quartiers les plus populaires et le plus excentré de la ville, à proximité de la seule aire d'accueil existant déjà sur le secteur.

Depuis début août, une pétition électronique circule sur Mérignac contre ce projet. Les démagogues qui l'ont lancée flattent la peur des propriétaires de voir la valeur de leurs biens s'effondrer. Ils dénoncent aussi l'absence de concertation de la part de la Mairie et de la Métropole. Cela ne fait que renforcer le sentiment d'être méprisé, dans ce quartier près de l'aéroport, où les terrains étaient déjà les moins chers. Et il n'y a pas eu davantage de consultation des Gens du voyage pour localiser cette aire d'accueil.

La peur de s'appauvrir s'accroît devant la vue de plus pauvre que soi. D'autant qu'à Mérignac, comme dans toute la Métropole, les installations de caravanes se sont multipliées, sur des parkings, des terrains publics ou privés, parfois boueux, au bord de la rocade, sans hygiène, avec des connexions dangereuses à l'eau ou à l'électricité.

La démagogie instrumentalise les préjugés contre les Gens du voyage, présentés comme coupables de bien des maux. Sans surprise, un élu de droite est dans le coup, coutumier de lancer des pétitions sur des « sujets d'urbanisme », soi-disant au nom de l'intérêt des habitants.

Face à cette pétition, Anziani maire de Mérignac et président de la Métropole, a laissé entendre, début octobre, qu'il était possible que l'aire de Mérignac soit installée ailleurs.

Il y a deux ans, il flattait avec démagogie le sentiment « *de colère des riverains. Ils n'en peuvent plus et on peut les comprendre*

» exigeant « *avec fermeté... l'accélération des procédures d'expulsion* », osant ajouter « *la fermeté seule ne suffit pas. Comme je dis souvent, 'on ne va pas les jeter dans la Garonne' Il faut les accueillir* ».

Ces politiciens masquent leur incurie par des propos aussi grossiers que réactionnaires. La Métropole est riche, en moyens financiers, en terrains, en logements inoccupés, pour que nous tous, sédentaires comme itinérants, puissions vivre dignement. Mais pour que ces moyens soient mis au service de la population dans le respect de tous en combattant préjugés et amalgames, on ne peut compter que sur nous, nos échanges et nos mobilisations.

FM.

* Schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage de la Gironde (2019-2024)

Extraits du bulletin Révolution Sociale d'octobre édité par des travailleurs sociaux militantEs et sympathisantEs du NPA 33

Mineurs en danger

Le Kabako est un collectif de militants et aussi un lieu de vie occupé rue Camille Godard à Bordeaux. Ce lieu a accueilli plus de 200 jeunes de juin 2020 à son expulsion début septembre. Depuis, 34 jeunes se retrouvent sans solution et avec un parcours d'insertion à nouveau interrompu.

Issus de différents pays d'Afrique Subsaharienne, ils ont tous connu un parcours traumatique nécessitant un accompagnement. Pourtant, le Conseil départemental qui a la compétence de la protection de l'enfance et à qui appartient le bâtiment jusqu'alors occupé, a fait appel à la Préfecture pour expulser ces adolescents... sous couvert qu'ils ont été désignés majeurs par cette même institution et que le lieu doit être récupéré.

Ce même Conseil départemental organise les procédures d'évaluation de minorité des jeunes dits « Mineurs non accompagnés » (MNA). Malgré le caractère obligatoire et inconditionnel de l'accueil des mineurs dans le service d'évaluation, ils sont nombreux à rapporter des refus répétés de prise en charge par le service de Gironde... Ceux qui sont désignés majeurs n'ont plus de solutions d'hébergement ni accompagnement social et éducatif. Commence alors le temps du recours auprès du juge des enfants. Mais le temps du recours (environ 2 à 4 mois) est celui de l'errance, de la peur, et de l'absence de soutiens ou de relais sur le terrain...

L'expulsion du Kabako vient remettre en lumière la situation de ces enfants et adolescents qu'on cache derrière des terminologies telles que MIE (mineur isolé étranger) ou maintenant MNA.

Comment les institutions d'État qui doivent protéger, accom-

pagner et insérer, peuvent générer exclusion et mise en danger ? Dans le cadre de la présomption d'innocence, les jeunes doivent pouvoir bénéficier de la présomption de minorité durant toute la durée du recours auprès du Juge et ainsi d'une continuité dans leur parcours ! Si au lieu de se dédouaner de leur responsabilité par des pirouettes juridiques, les institutions utilisaient les lois à leur disposition comme la réquisition des bâtiments et logements vacants, notamment ceux qui leur appartiennent...

Equalis, les calculs sont pas bons !

En cette rentrée, le scandale révélé par le *Canard enchaîné* a fait mouche dans le secteur. Alors que nous, salarié.e.s du social, réclamons depuis des années une augmentation des moyens pour répondre aux besoins grandissant des publics, le directeur d'Equalis en Ile de France (association gérant notamment de centre d'hébergement et d'insertion pour réfugiés) s'octroyait tranquillement un salaire mensuel de plus de 16 000 euros (ajoutez 2000 euros pour le leasing du SUV Audi et 500 euros d'aide au logement !) et ce, en pleine crise sanitaire.

En un an avec cette somme, combien de personnes supplémentaires auraient pu être accueillies ? Combien de projets auraient pu aboutir ?

Pour nos collègues d'Equalis, qui comme la plupart d'entre nous n'ont pas vu la couleur de la fameuse « prime COVID », le calcul est vite fait : direction et présidence dehors !

Les directions véreuses, ça suffit. A nous, travailleur-ses et bénéficiaires d'imposer notre gestion et notre répartition des comptes au sein de nos services !

Mobilisation à Cenon : des papiers pour la famille Kaya !

A Cenon, la situation d'une famille d'origine turque, la famille Kaya, en demande de titre de séjour, suscite la révolte et l'incompréhension des associations, enseignants et parents d'élèves qui la soutiennent depuis des années. La famille vit en France depuis 16 ans, ses trois enfants nés en France sont scolarisés à Cenon où ils vivent, ont leurs activités, leurs amis... M. Kaya travaille en CDI dans le bâtiment. Malgré cela, la préfecture s'acharne à maintenir en situation d'extrême précarité en lui refusant son titre de séjour. Le 11 mars 2020, la commission préfectorale « du titre de séjour des étrangers » avait pourtant reconnu sa légitimité à résider sur le territoire et donné un avis favorable pour un titre de séjour « vie privée et familiale ». La préfète, qui s'est déjà illustrée par une série d'expulsions, dont les 300 personnes de la Zone libre de Cenon, n'a rien voulu entendre. Il a fallu aller au tribunal administratif, qui l'a désavouée et obligée à débloquer ce titre de séjour, ce qu'elle a fait... deux mois plus tard, permettant à la famille de retrouver une vie normale. Désavouée, la préfète a fait appel, sans élément nouveau, ni obligation de justifier ses motivations. Elle a fini par obtenir satisfaction de la Cour administrative qui a réformé la décision du tribunal administratif. La famille se retrouve aujourd'hui sous le coup d'un OQTF (ordre de quitter le territoire), obligée de restituer son titre de séjour.

L'acharnement de la préfète s'inscrit dans un durcissement des conditions de régularisation, constaté par les associations qui, il y a quelques années encore, par la mobilisation et les pressions, arrivaient à ce que certaines familles obtiennent des papiers.

La situation de la famille Kaya suscite une telle révolte chez tous ceux qui la côtoient qu'une mobilisation s'organise à Cenon pour « *un vaste mouvement de solidarité et de soutien* ».

25 personnes se sont réunies pour une première réunion d'organisation autour du Collectif cenonnais pour l'Égalité des droits et RESF33, de parents d'élèves, et la présence des élu.e.s cenonnais Christine Héraud (NPA) et Fabrice Delaune (Cenon en commun), ainsi qu'une élue de Floirac.

Des actions s'organisent dont une intervention au prochain Conseil municipal de Cenon, car il n'y a qu'en renforçant la pression collective, en refusant de laisser faire la préfète que la famille Kaya peut réussir à obtenir des papiers.

C.H.

Une dernière pour Georges ?

Ce samedi 23 octobre, 11ème manifestation à Lannemezan pour exiger la libération de Georges Ibrahim Abdallah qui entre dans sa 38ème année d'enfermement ! Victime d'un acharnement répressif politique de l'Etat Français de la part de tous les gouvernements qui se sont succédés (site : liberonsgeorges.samizdat.net).

Cette manifestation, que nous espérons avec lui la dernière, est vraiment particulière, chargée d'émotions pour l'ensemble des participant(e)s. Cette année nous étions encore plus nombreux à nous rendre devant la prison où la première prise de parole est la lecture d'un texte comme toujours militant et combatif de Georges, un appel à « *la solidarité internationale, toutes les solidarités avec les prolétaires en luttés... contre le capitalisme, l'impérialisme... pour vaincre ensemble camarades par la lutte des classes !* ». Voilà comment s'exprime ce militant toujours debout malgré 38 ans d'enfermement ! et qui nous dit l'aide que lui apporte notre solidarité militante depuis tant d'années et qui ne faiblit pas bien au contraire !

Des bus de Marseille, Paris, Montpellier, Bordeaux, Toulouse, en voiture, communistes de diverses organisations, anarchistes, militant.e.s de différents collectifs, tous et toutes anticapitalistes, internationalistes, nous étions un millier pour la libération de Georges et sans oublier les nombreux militants politiques enfermés partout dans le monde comme les basques, compagnons de cellules de Georges.

Le NPA était une nouvelle fois bien présent et Philippe a redit notre entière solidarité avec un camarade avec qui « *nous partageons les idées communistes, internationalistes et anti impérialistes* » !

Jacques Raimbault

Milliardaires obligés de s'évader fiscalement... Rousset aide et assume

Les Pandora papers ont révélé que les 2300 héritiers du groupe de la chimie Solvay ont dissimulé près de 2,5 milliards d'euros de titres dans des paradis fiscaux. Une jolie somme pour eux qui possèdent encore 30 % de cette multinationale aux 23000 salariés et 9 milliards de chiffre d'affaires.

Cette fortune n'a pas empêché Rousset et sa majorité régionale d'apporter leur aide : près de 12 millions d'euros au groupe qui exploite trois sites dans la région (320 salariés à La Rochelle, 140 à Melle et 91 à Bordeaux).

Un peu gênés, les élus écologistes qui avaient voté ces subventions ont posé une motion pour revoir les « *modalités d'aide aux entreprises en conditionnant le soutien [de la Région], à l'avenir, au respect de la transparence et à l'éthique financière* ». Ethique et finance, il y en a encore qui essaye de faire croire que ça pourrait marcher ensemble.

La réponse de Rousset est à la fois plus franche et cynique : « *on ne peut pas revenir sur les subventions accordées par le passé, c'est comme ceux qui demandaient à Ford de rembourser les aides dont a bénéficié l'entreprise pour son site de Blanquefort* ». En effet. Pour les faire payer, il ne faudra compter que sur nos luttes.

Laïcité, religions, lutte des classes et émancipation

Le NPA 33 organisait mi-octobre une réunion débat sur ce thème, dont voici un extrait de l'introduction.

Nous voulons discuter aujourd'hui de la laïcité, ce vieil acquis de la république bourgeoise avec la loi de 1905, et de son retour depuis des années sur le devant de la scène politique, instrumentalisée par le pouvoir et tous les politiciens et polémistes réactionnaires dans leurs surenchères racistes et xénophobes contre les travailleurs et la population.

Nous voulons discuter de comment le retour de cette bataille politique s'inscrit dans une situation où toutes les religions sont à l'offensive pour imposer leurs conceptions rétrogrades à l'ensemble de la société, notamment contre les droits des femmes.

Cette offensive s'inscrit dans la décomposition du capitalisme mondialisé et du recul des idées du mouvement ouvrier.

Un siècle de développement capitaliste a profondément changé les conditions qui ont marqué le vote de la loi de 1905 et la crise actuelle du capitalisme avec la régression sociale et les ruptures qu'elle engendre en révèle les limites.

Nous allons revenir aussi sur la séparation des Eglises et de l'Etat qui, sans même être allée jusqu'au bout en 1905, a été en son temps une avancée démocratique importante qui a fait partie intégrante des luttes du mouvement ouvrier. Qu'en est-il aujourd'hui ? Que garde-t-elle comme actualité et quelles perspectives émancipatrices pour la dépasser ?

Depuis le début des années 2000 où la polémique a resurgi,

les laïques de la République s'affrontent entre les partisans d'une laïcité de combat, d'une laïcité stricte ou d'une laïcité tolérante, apaisée, plus ouverte... En tant qu'un des principaux piliers de la République bourgeoise, ils pensent tous qu'elle n'est plus respectée, voire combattue par de prétendus séparatistes, communautaristes... et tous la réinventent en fonction de leurs batailles politiques.



Bien sûr, les révolutionnaires défendent la laïcité comme un acquis démocratique qui fait partie intégrante des luttes du mouvement ouvrier, et comme un point d'appui contre les prétentions des religions à imposer leurs croyances et leurs idées rétrogrades à toute la société.

Mais notre combat est bien plus large, c'est celui contre toutes les oppressions, qu'elles s'exercent sur le terrain religieux, contre les femmes, ou qu'elles

prennent la forme du racisme, de l'antisémitisme... Et nous combattons la morale, les préjugés et les idées qui justifient ces oppressions.

Nous pensons comme les défenseurs de la laïcité que la religion doit être une affaire privée face à l'État. Mais les révolutionnaires ne sont pas neutres, pas plus sur les questions religieuses que sur toutes les idéologies, qui soumettent, obscurcissent les consciences et musellent les libertés, qu'elles s'exercent dans la sphère publique comme privée.

Pour retrouver l'intégralité de la présentation en vidéo : www.npa33.org

Contre les violences faites aux femmes, initiative du NPA33 le 24-11 à 19h00

Samedi 27 novembre, dans le cadre de la journée internationale contre les violences faites aux femmes, nous participerons aux initiatives organisées à Bordeaux. Le NPA33 organise une

projection-débat, mercredi 24 novembre à 19h00 à l'Athénée municipal de Bordeaux.

Des informations plus précises seront communiquées par notre lettre d'information électronique, ainsi que sur notre site, www.npa33.org. Réservez-votre soirée !

Une campagne pour faire entendre notre révolte et défendre la perspective d'un mouvement social profond

On savait que la campagne allait être pourrie, dans un climat réactionnaire. Il n'aura pas fallu attendre longtemps pour le voir : lors de la première interview sur un média national le 13 octobre, il a suffi de répondre à une question du journaliste que « évidemment la police tue » pour que s'enflamme les réacs, les syndicats de police d'extrême droite et leur ministre Darmanin annonçant 10 h après qu'il porterait plainte contre le candidat du NPA. Ce qu'il a confirmé devant l'Assemblée nationale 4 jours plus tard.

Autoritarisme et guerre de classe

Qu'une déclaration dans une interview, en pleine campagne, se termine au tribunal, c'est révélateur de la situation. Le pire en étant bien sûr ce qui s'est passé dans la rue et dans les quartiers ces derniers mois. Une répression politique perfectionnée au travers tout un dispositif de lois (LSG, séparatisme, état d'urgence anti-terroriste et sanitaire, anti-manifs...), les violences policières avec les blessures graves et les morts, les gardes à vue, les condamnations à des mois de prisons pour des centaines de manifestants... La liste est longue !

Une ambiance réactionnaire, raciste et fascisante !

Une volonté politique d'intimider, de faire taire la contestation sociale, de menacer. Une politique d'un gouvernement, d'un pouvoir, totalement discrédité et qui n'a plus que la force pour imposer son autorité, plus que la police et la justice pour tenir.

C'est dans ce contexte de crise économique, sanitaire, écologique et démocratique que la campagne démarre. Ce sont la droite, l'extrême droite, les plus conservateurs, les plus racistes, les plus agressifs qui donnent le ton. Et en face, il n'y a même plus de « gauche », unie ou pas, capable de défendre une politique au moins un peu progressiste. Cette « gauche » a capitulé depuis longtemps, intégré les principes libéraux, renié ses valeurs.

Le NPA présente donc une candidature anticapitaliste, Philippe Poutou, pour faire entendre à la fois notre camp social, ses souffrances et sa colère, pour défendre une autre perspective, pour faire exister les nombreuses résistances qui ont lieu, pour parler des luttes à la fois écologistes, antiracistes, féministes, Lgbti, les luttes sociales et la nécessité de rompre avec le capitalisme seule option réaliste.

Redistribution des richesses et socialisation de l'économie

Partager les richesses, par l'expropriation des capitalistes, la socialisation du système bancaire, la reconstruction des services publics pour la santé, l'énergie, le logement, les transports, pour tous les besoins fondamentaux. Des services publics sous contrôle des salarié-es et de la population.

Les milliards s'accumulent dans les coffres des possédants, par l'exploitation « légale » ou la triche « légale ou pas » des évasions

fiscales diverses ! Il faut redistribuer les richesses en se les réappropriant : en interdisant les licenciements, en augmentant les salaires, pensions, allocations, minimas sociaux, en remettant la retraite à 60 ans à taux plein... Des idées et des possibilités il y en a il faut juste oser les défendre !

Pour répondre aux urgences sociales et environnementales, il est nécessaire d'enlever les moyens de nuire aux possédants, sortir des logiques de profits, de productivisme, de concurrence. Il faut la coopération, l'autogestion, la démocratie directe. Donc, se confronter directement avec le système capitaliste. C'est bien la question du pouvoir économique et politique que nous

voulons poser !

Internationalisme et solidarité avec les peuples

Et puis, dans ce contexte de drames humains avec notamment le retour des talibans en Afghanistan, nous mettrons en avant notre Internationalisme, notre anti-impérialisme, antimilitarisme. Nous défendrons la solidarité entière avec les réfugié.e.s, l'ouverture des frontières, la liberté de circulation, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (Kanaky par exemple), le soutien aux luttes des peuples, en Algérie, au Chili, au Liban, à Hong-Kong, partout contre les politiques ultralibérales, pour les droits démocratiques, contre le capitalisme à l'échelle de la planète.

Une équipe de campagne sur la Gironde : « On sera là ! »

La majorité des camarades du NPA 33 (plateforme 1) a décidé de ne pas mener la campagne « Poutou 2022 » pour diverses raisons. C'est leur droit. Mais pour nous autres, il est important que notre candidature s'invite au banquet de la présidentielle. Et pour cela, il nous faut obtenir les 500 parrainages d'élus d'ici la fin janvier. Nous en sommes à 140 promesses effectives, beaucoup d'autres maires hésitants, attendant encore, et les plus nombreux les élu(e)s pas encore rencontrés !

Nous en appelons donc largement à venir nous aider, à participer à cette recherche de parrainages, aux collages d'affiches, à la campagne qui se construit peu à peu.

Nous organisons une soirée le 16 Novembre, à Bordeaux, à la jeune Garde, pour discuter de la situation et de notre candidature, dans une ambiance conviviale et festive. Un premier rendez-vous qui vise à renforcer l'équipe localement, à lancer et amplifier la campagne.

Equipe de campagne NPA Gironde

Pour nous contacter : poutou2022bordeaux@gmail.com



6 heures du NPA 33 « pour débattre de nos luttes et d'un autre monde »

Le 2 octobre, c'était notre première initiative publique large depuis le début de la pandémie. Un moment attendu et apprécié en cette période difficile. Nous étions un peu plus de 110 malgré les incertitudes dues aux contraintes sanitaires et aux hésitations de la mairie.

C'était aussi la première initiative réunissant à nouveau l'ensemble des camarades depuis les municipales et les régionales et le choix de certains camarades d'une alliance avec LFI qui nous a divisés. L'occasion d'assumer publiquement nos débats et de discuter de la suite, des responsabilités des révolutionnaires, des perspectives que nous entendons porter, en présence de camarades de LO, de l'UCL et de RP qui ont répondu à notre invitation à tenir une table de presse et ont passé l'après-midi avec nous.

Un nouveau public plus jeune était présent, participant toute la journée aux débats organisés, les discussions se poursuivant largement à l'extérieur autour des stands. Une cinquantaine de camarades ont parti-



cipé à chacun des deux débats pour discuter des questions qui travaillent celles et ceux qui veulent changer ce monde... La convergence notamment entre les luttes pour l'environnement et les luttes sociales face à la globalité de la déroute du capitalisme... Le lien entre les révoltes qui ont lieu dans de nombreux pays... Comment renverser ce système et prendre le contrôle de ce que l'on produit ?

Et aussi comment augmenter l'audience de nos idées qui devrait être plus importante vu la situation... ainsi que la question de l'unité des révolutionnaires, leurs responsabilités à débattre ensemble pour offrir des perspectives, le manque d'une force politique qui porte l'urgence que la population s'organise elle-même pour gérer rationnellement l'économie. Un camarade revenait sur 68 et la multiplicité des organisations

révolutionnaire à l'époque pour dire, qu'aujourd'hui, ce n'est plus possible vu la gravité de la situation.

Isabelle Ufferte, de la direction du NPA, et Philippe Poutou, candidat du NPA à la Présidentielle ont clos la partie politique.

Tous deux sont revenus sur la situation sociale et nos perspectives, formulant démocratiquement les débats qui nous traversent concernant les enjeux de la période et la campagne présidentielle, des désaccords qui sont liés aux alliances passées avec LFI et se prolongent autour des perspectives pour les révolutionnaires.

Le temps limité de notre après-midi politique appelle à poursuivre les débats soulevés... après ces 6 heures où on s'est aussi régalé des sandwiches et pâtisseries préparés par les camarades, dans une ambiance fraternelle et chaleureuse qui s'est terminée en chansons. Nombreux sont ceux qui ont tenu à donner un coup de main, avec le sentiment qu'on construit ensemble un outil pour nos luttes, et que ça vaut le coup d'en être.

F. M.

En vidéo sur le site du NPA33 : les allocutions politiques et les introductions aux débats



Répondre à l'offensive réactionnaire et antiouvrière, la question du contrôle de la société par les travailleurs et les classes populaires par Guilhem et Laurent Delage



Le capitalisme entraine le monde dans une faillite globale, l'actualité de la révolution par Bruno Bajou.

« Debout les femmes ! » de François Ruffin

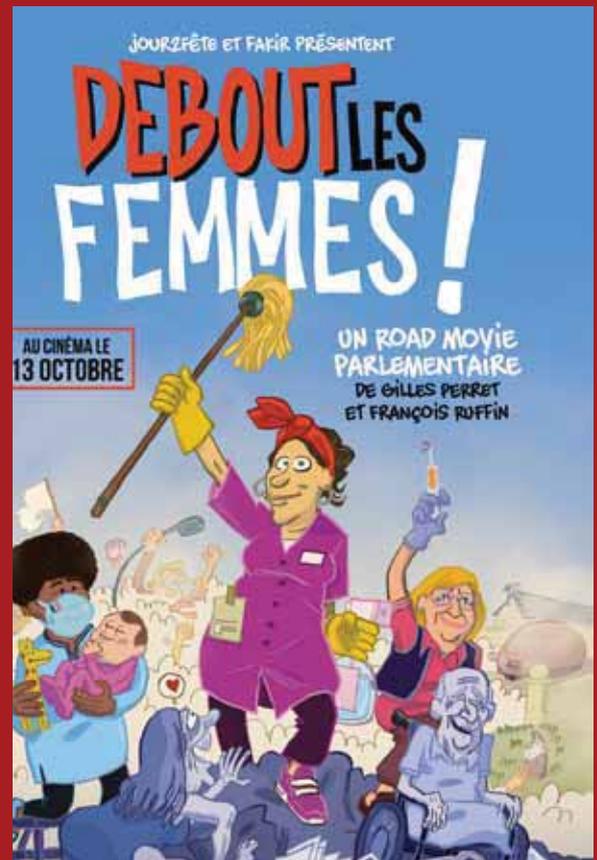
François Ruffin vient de sortir son dernier film « Debout les femmes ! ». En mission parlementaire avec l'objectif de proposer une loi pour la revalorisation des « métiers du lien », métiers des premières de corvée, il part dans la région d'Amiens avec le député LREM Bruno Bonnel, chef d'entreprise. Ce dernier découvre les « invisibles », qui ne le sont que pour ceux qui ne partagent pas le quotidien de notre classe.

L'intérêt du film est la rencontre avec des AVS, aides à domicile, AESH, femmes de ménage... en pleine pandémie, en partie durant le confinement. Ces salariées, ces « invisibles » levées à 5 heures du matin pour faire le ménage de bureaux que leurs utilisateurs trouvent propres tous les matins sans jamais voir celles par qui s'opère ce miracle. On y rencontre des AESH qui accompagnent dans les écoles les enfants en situation de handicap pour moins de 700 € par mois, sans aucune formation sérieuse, précaires des précaires, non reconnues, sans statut. On est touché par les AVS (assistantes de vie sociale) qui sont payées une misère pour les soins quotidiens, (toilettes, repas, ménage...) aux personnes malades, handicapées, ou tout simplement âgées qui attendent ce moment d'intimité, d'humanité, souvent le seul de la journée et qu'elles n'auront pas le temps de donner... en 30 minutes !

Toutes ont fait le choix du soin, du lien, et clament leur souffrance de ne pouvoir exercer humainement leur travail, calibré, minuté, mal payé, méprisé parce que, disent-elles, ce sont des métiers « de femmes ».

Ruffin se met en scène, et montre l'impuissance et l'impasse du cadre institutionnel qui est le sien, puisque tous les articles de la loi seront rejetés. Il met en scène à la fin un parlement imaginaire des femmes, qui nous fait vibrer lorsqu'elles entament le chant féministe « Debout ! », mais il ne montre pas la seule chose qui fera avancer leur cause, leurs luttes, à l'image des femmes de ménage de l'hôtel Ibis, ou de l'organisation et des grèves des AESH.

Christine Héraud



Les dernières vidéos d'actu du NPA 33

